



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 25 SEPTEMBRE 2014

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Aménagement et Urbanisme

L'an deux mille quatorze le vingt cinq septembre à dix huit heures trente, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la délibération:

**Voie verte  
communautaire - La  
Vigne à vélo -  
Acquisition et  
location de terrains**

**PRÉSENTS :**

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, BOYER Lillane, MARCY Valérie, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUZEREAU Gilbert, CAYMARIS Alain, CERET Stéphan, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLOMBANI Anne-Marie, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEROUX Florence, LOEW Grégory, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICCOLETTI Christine, PELASSY Michèle, PESCE Thierry, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, REIG Laure, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

**REPRÉSENTÉS :**

Gérald PIERRUGUES pouvoir à Céline MAUBERT, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Max CARZOLI pouvoir à Alain PARLANTI, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Nathalie GONZALES pouvoir à Christine CHALOT-FOURNET, Malika GUELLATI pouvoir à Claude PIANETTI, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Lillane BOYER, Yves LE POULAIN pouvoir à Valérie MARCY

**ABSENT :**

CARRIERE Christophe

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

**RAPPORTEUR :** Madame Valérie MARCY

Transmis le : 3.10.2014

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise

Affiché le 3.10.2014

Le Conseil communautaire a été sollicité à plusieurs reprises aux fins d'approuver les procédures immobilières permettant l'assise de la vigne à vélo, 1er tronçon, sur la commune des Arcs-sur-Argens. Il convient, au fur et à mesure de l'avancement du projet, de procéder à quelques ajustements et compléments.

C'est ainsi que, par délibération du 14 novembre 2013 n°2013-131, le Conseil communautaire s'est prononcé sur la location des parcelles cadastrées sur ladite commune, section C 693 et 694. Les propriétaires étant désormais d'accord pour vendre l'emprise nécessaire, il convient de modifier et de rapporter, en ce sens, ladite délibération et ainsi d'autoriser l'acquisition de 278 m<sup>2</sup> environ à détacher des dites parcelles n°C 693 et 694 au prix de 5€ le m<sup>2</sup>, soit 1390 € (montant pouvant légèrement varier en fonction des relevés du géomètre).

Dans ce dossier, la Communauté d'Agglomération Dracénoise prendra à sa charge, sur demande expresse du propriétaire, la pose d'un grillage avec haie devant préserver le surplus de la propriété demeurant au vendeur.

Cette même délibération prévoyait l'acquisition des parcelles C 1305 et B 213. Il y a lieu de modifier sur ce point ladite délibération car, le tracé ayant été modifié, il n'y a plus lieu de les acquérir.

Par ailleurs, de nouveaux accords étant intervenus avec des propriétaires, il est donc proposé au Conseil communautaire de poursuivre la maîtrise foncière engagée:

- bail de longue durée, de 20 ans, pour location d'une emprise de 55 m<sup>2</sup> environ à prendre sur la parcelle cadastrée n°B 821, sur la commune des Arcs-sur-Argens, propriété de M. Mireur, moyennant la somme de 100€ par an, non réindexable.
- acquisition à l'euro symbolique de la parcelle n°C 877, propriété de la commune des Arcs-sur-Argens. Cette parcelle, une fois propriété de la Communauté d'Agglomération Dracénoise, sera échangée, à titre de compensation, avec les parcelles n°B 2093, C 211, propriété de la SCEA Sainte Roseline.

La parcelle n°C 877, d'une valeur de 12 600 €, sera à échanger contre une emprise de 4 700m<sup>2</sup> environ, à prendre sur les parcelles n°B 2093 et C 211, d'une valeur de 23 500 € (5€ le m<sup>2</sup>). La soulte au profit de la SCEA Sainte Roseline sera de 10 900€ (montant pouvant varier suivant les relevés du géomètre),

En conséquence et au vu de l'avis de la Commission Tourisme en date du 10 septembre 2014, il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- Rapporter la délibération n° 2013-131 du 14 novembre 2013 comme dit ci-dessus,
- Autoriser l'acquisition des parcelles n°C 693 -694 , C 877 , B 2093 et C 211 (échange contre n°C 877) et la location de la parcelle n°B 821 aux prix et conditions sus évoqués, (avis des domaines pour la n°C 877 ci- joint).
- Autoriser la signature des actes authentiques en la forme administrative et autoriser Monsieur le Président à recevoir et à authentifier ces actes et tout document s'y rapportant (saisine d'un géomètre pour détachement et bornage ...).
- Désigner dans ce cas de figure, Monsieur PIANETTI, 1er Vice-Président, afin de représenter la Communauté d'Agglomération Dracénoise en sa qualité d'acquéreur et de signer ainsi les actes administratifs et tout document s'y rapportant.
- Dire que les frais et charges liés à l'acquisition tels que les frais d'inscriptions hypothécaires, de géomètres et les aménagements éventuels seront à la charge de la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

- Dire que la Communauté d'Agglomération Dracénoise pourra, en cas de difficulté juridique, confier la rédaction des actes à un office notarial choisi par les parties et que les frais notariés seront supportés par la Communauté d'Agglomération Dracénoise et autoriser dans ce cas Monsieur le Président ou Monsieur le 1er vice-président à signer les actes notariés.

- Autoriser Monsieur le Président à solliciter toute subvention liée à l'objet de la présente délibération auprès de l'État, la Région, le Département et tout autre partenaire et à signer les documents s'y rapportant.

- Dire que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2014 imputation 2111 mobilité durable

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 25 septembre 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.